

Editorial

Avoir les pieds sur terre

A lors que le microcosme politique sous les cocotiers commence à s'ébruiter à l'approche des échéances électorales, il s'avère nécessaire d'essayer de faire la part des choses pour éviter de tomber dans la mare des promesses, qui comme le dit l'adage, n'engagent que ceux et celles qui les tiennent. On avait cru qu'avec l'avènement des institutions insulaires, il y aurait un frémissement dans les actions à mener à la base, on a assisté à des joutes verbales à n'en plus finir des uns et des autres.

Au moment où nous écrivons ces lignes l'urbanisation anarchique se poursuit à un rythme alarmant, les déchets prolifèrent allégrement et des structures communales sans réels pouvoirs financiers poussent ici et là. Il faut dire que nous avons cette capacité inouïe d'aller toujours à contre courant du progrès.

Certains se demandent où tout cela va nous mener ? Dans un mur, seront-nous tenter de répondre. Cependant, fidèle à l'esprit qui est le nôtre, nous continuons à penser qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire. Notre pays n'a pas l'immensité d'un continent et regorgent des potentialités naturelles et humaines à même de le sortir de la situation actuelle. Encore faut-il que nous ayons les pieds sur terre et cessions de croire à un miracle qui viendrait on ne sait où ?

Un pays comme le Cap Vert peu loti en matières de ressources et disposant de moyens limités a su mettre en avant l'intérêt général et s'avance résolument vers la voie du développement.

Les îles de la lune sauront-ils garder les pieds sur terre et s'atteler aux vrais défis du développement ?

Hachime Abdérémane

Environnement immédiat Entre Chikungunya et grippe aviaire

En ce début du troisième millénaire, le monde se trouve confronté à un risque accru de maladies dites émergentes. A côté de la pandémie du Sida, de la recrudescence du paludisme et de la tuberculose, les habitants de la planète vivent sous la menace pesante de maladies transmissibles terribles.

En quelques années on est passé du SRAS à la grippe aviaire en passant par la dengue hémorragique, la fièvre d'Ebola ou la fièvre de Marburg. Ces affections qui portent presque toutes des noms d'apparence " gentils " causent de véritables hécatombes là où elles sévissent. La transformation et la destruction des écosystèmes dont dépend l'existence humaine même en tant qu'organismes sociaux vivants, la croissance démographique rapide, le développement de l'extrême

pauvreté, les pollutions diverses, l'industrialisation effrénée... sont autant de facteurs contributifs à la création d'environnements peu favorables à la santé humaine et animale. Les maladies émergentes n'épargnent aucune contrée.

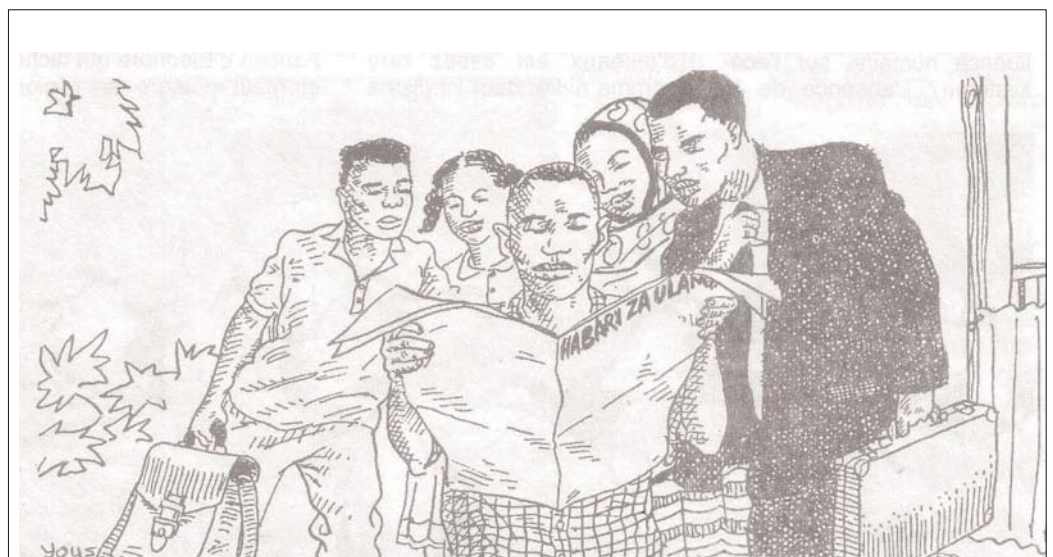
Les Comores ne sont pas en reste. Ils ont connu, au cours de ces dix dernières années, tour à tour la dengue (1993), le choléra (1998, 2001), l'aleurode, la peste bovine, le Chikungunya... Ces crises sanitaires à répétition sont favorisées entre autre chose par le développement de l'insalubrité généralisée, l'absence de mesures d'hygiène et d'assainissement de base et un contrôle sanitaire défaillant. Les îles de l'archipel ont en commun de nombreux problèmes structurels : une pléthore d'administration sans emprise sur le quotidien du comorien.

Lire la suite en page 7

**Randonnées
pedestres à
Ngazidja**
Pages 2 et 8

Dossier
**Technologies de restriction
de l'utilisation des
ressources génétiques**
Pages 4 et 5

**Gestion
des déchets**
Page 8



Randonnées pédestres

Découvrir les sites écologiques de Ngazidja

L marche ! Il marche... Au cours de la semaine, très tôt le matin, il arpente les sentiers et les hauts de la capitale : Mavingouni, Mvouni, Mkazi, Tsidjé.... On le voit toujours marcher, seul, suant mais toujours souriant. Le Dimanche, il est, cette fois-ci rondement accompagné, tantôt au lac de Hantsongoma, aux anciennes scieries de Nioumbadjou ou de Boboni, aux grottes du plateau de Diboini, dans le Pimba... C'est le président d'Ulanga-Ngazidja, un mordu de la randonnée pédestre. Depuis 1999, il cumule les kilomètres à pied et ce pour le plaisir. Le plaisir de marcher, de découvrir et de faire découvrir à ses amis et ses connaissances les sites écologiques mais aussi historiques de l'île de Ngazidja. L'île est un véritable paradis

pour les marcheurs et pour celui qui aime les paysages verdoyants et les plages. Pour les amateurs de grandes espaces, l'île possède des sentiers et des chemins pour les

randonnées peu connus des grands circuits et qui à coup sûr feront leur plaisir et leur bonheur.

Suite page 8



Lac Hantsongoma

Dégradation des terres aux Comores

La dégradation des terres est un phénomène qui affecte pratiquement notre pays. Près de 57% de la totalité des terres utilisées sont dégradées et un pourcentage encore plus élevé de terres agricoles a subi une dégradation importante. L'érosion par l'eau est une des causes principales comprenant l'érosion éolienne ; l'épuisement des nutriments des sols ; la salinisation résultant du surpâturage ; le déboisement et l'intensification de l'agriculture. La dégradation des terres a des impacts socio-économiques et écologiques gra-

ves. Plus d'un millier de personnes risque de voir leur productivité et leurs moyens de subsistance diminués à cause de la dégradation des terres. Dans notre pays cette dégradation a entraîné la disparition des terres arable ; la sédimentation des cours d'eau en aval ; une augmentation des émissions de carbone à l'origine des changements climatiques et de la diminution du potentiel de séquestration de carbone. Elle a perturbé également le fonctionnement des bassins versants et des cours d'eau et transformé les habitats naturels en causant une diminution du stock génétique et de la diversité

biologique.

Cette dégradation a aussi des conséquences financières énormes. On a estimé que l'érosion des sols coûte chaque année, des milliards de francs comoriens. Des ressources importantes ainsi que des solutions originales et la participation des communautés touchées sont nécessaires pour endiguer la dégradation des terres et commencer à réhabiliter les terres endommagées.

Ambadi Issouf
Responsable

Programme Forestier à l'INRAPE

Tableau : superficies, Population et disponibilités agricoles

Ile	Superficie totale (ha)	Superficie agricole (ha)	Superficie agricole dégradée (ha)	Population 2005
Ngazidja	115 000	65 150	37 136	292 000
Ndzuwani	42 400	31 195	17 781	260 000
Mwali	29 100	17 800	10 146	38 000
Maworé	37 000	ND	ND	ND
Total	223 000	114 145	65 063	590 000

Sources

- Carte d'occupation des terres aux Comores (AGRAR-1987)
- Activités forestières dans le développement rural (1982)
- Document de la stratégie de développement humain (2005)

Un nouveau secrétaire exécutif M. Ahmed Djoghla (Algérie) prend les commandes d'un des traités phares en matière d'environnement

M. Ahmed Djoghla, de nationalité algérienne, a été nommé Secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB), dont le siège est situé à Montréal au Canada. M. Djoghla, qui succède à Hamdallah Zedan (Egypte), a une expérience étendue en matière d'environnement, biodiversité et organisations multilatérales. Il était le directeur de la Division du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au sein du Programme des Nations unies pour l'environnement à Nairobi (Kenya) depuis 1996, il a joué un rôle fondamental pour placer le PNUE et ses activités au premier plan auprès du FEM. M. Djoghla était également Assistant au Directeur exécutif du PNUE.

Avant ce poste, il a occupé de nombreuses fonctions y compris celle de Chargé principal par intérim des questions intergouvernementales et modalités de coopération au secrétariat de la CDB, où il était chargé des réunions telles que la première et deuxième Conférences des Parties.

En 1994, il était également le Conseiller spécial du Secrétaire exécutif de la



Hachime Abdérémane et Ahmed Djoghla le secrétaire exécutif de la CDB, lors des 4^e réunions dur l'article 8(j) et l'APA à Grenade en Espagne (Janvier 2006)

CDB. M. Djoghla a occupé une série de postes importants au sein du Gouvernement algérien notamment comme conseiller du Premier Ministre sur les questions de l'environnement et rapporteur du Comité préparatoire de la Conférence de Rio. Il a aussi occupé les fonctions de Vice-président du Comité de négociation de la Convention cadre sur les changements climatiques ainsi que la fonction de Président de l'un des

deux comités de négociation de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

Il détient un doctorat de l'Université de Nancy (France) ainsi que de nombreuses qualifications académiques y compris un Master en Gouvernement et Politiques de l'Université St John's, New York (États-Unis).

Source: Objectifterre (Juin 2005)



directement en ligne sur le site
www.wiomsa.org



Comité de rédaction
Habari za Ulanga

**Ouledi Ahmed
Said Hassani Mohamed
Hachime Abdérémane
Yahaya Ibrahim
Ambadi Issouf**

Réalisation
Madjuwani Hassane

Technologie Terminator

Le retour des "semences-suicide"!

Technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques. Ce mécanisme permet de restreindre l'utilisation et l'expression des transgènes. Il existe principalement deux sortes de TRURG, les TRURG affectant les caractères (T-GURTs) et les TRURG affectant les variétés (V-GURTs). Alors que les TRURG affectant les caractères ont pour objectif de contrôler l'utilisation des caractères comme la

résistance aux insectes par exemple, la tolérance au stress ou la production de nutriments, les TRURG affectant les variétés visent à contrôler les processus de reproduction pour obtenir la stérilité des semences, ce qui affectera la viabilité de l'ensemble de la variété. (Les TRURG affectant les variétés est le concept générique et il existe de nombreuses variantes potentielles.)

Qu'est-ce que Terminator ?

La technologie Terminator fait référence aux plantes qui ont été génétiquement modifiées (GM) dans le but de rendre leurs graines stériles à la récolte. Cette technologie a été développée à l'origine par les multinationales des semences et de l'agrochimie et le gouvernement des États-Unis pour empêcher les agriculteurs de ressemer les graines issues de leur récolte et maximiser les profits de l'industrie. Terminator n'a pas encore été commercialisée, ni testée en champs, mais on procède actuellement à des essais en serres aux États-Unis.

Les Technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques (GURTs) est le terme " officiel " utilisé par les Nations unies et la communauté scientifique pour qualifier les technologies Terminator. Ce terme général de " technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques " renvoie à l'utilisation d'un inducteur chimique externe destiné à contrôler l'expression d'un trait génétique d'une plante. GURT est souvent utilisé comme synonyme de stérilisation génétique des semences ou technologie Terminator.

Quel est le problème ?

Les graines récoltées à la ferme constituent l'essentiel des semences utilisées par plus de 1,4 milliards de personnes - essentiellement des familles de paysans

et de petits agriculteurs des pays en développement. Les semences Terminator obligeront ces familles à dépendre d'une source extérieure pour s'approvisionner en semences, compromettant l'échange de semences entre populations locales et autochtones, et bouleverseront les traditions séculaires de sélection et de croisement par les agriculteurs, la base de la sécurité semencière locale.

Si on commercialise Terminator, on intégrera probablement la stérilité des semences à toutes les plantes GM. Cela garantit un monopole encore plus puissant que les brevets: pas de date d'expiration et pas besoin d'avocats.

Qui détient des brevets Terminator ?

Le ministère de l'Agriculture des États-Unis et Delta & Pine Land, le 11e semencier au monde en importance, détiennent conjointement trois brevets sur la technologie Terminator. Syngenta, DuPont, BASF et Monsanto font partie des multinationales ayant acquis des brevets. Syngenta a acquis son plus récent brevet étatsunien sur la technologie Terminator

en mars 2004. Et Delta & Pine Land a déjà envoyé un agent faire la promotion de sa technologie Terminator partout dans le monde.

La technologie Terminator empêchera-t-elle la contamination génétique ?

L'industrie multinationale des semences mène actuellement une campagne de relations publiques pour promouvoir la technologie Terminator comme mécanisme de contrôle du flux de gènes indésirable provenant des plantes GM, (notamment en provenance des nouveaux produits tels que les arbres et les plantes GM développés pour produire des médicaments et des produits chimiques industriels). L'industrie présente la stérilisation génétique comme un mécanisme de sécurité intégré aux plantes GM : si les gènes d'une culture Terminator contaminent des plantes similaires du champ voisin, cette pollinisation accidentelle produira des semences stériles - elles ne germeront pas. Mais la technologie Terminator est complexe et il est fort pro-

Principe de précaution

La Déclaration sur l'environnement et le développement adoptée par les Nations Unies à Rio définit ainsi le principe de précaution : " En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement ". Le principe de précaution est généralement reconnu comme tout à fait pertinent en matière de réglementation des organismes génétiquement modifiés en l'absence de connaissances scientifiques avérées sur leurs impacts négatifs potentiels sur la santé et l'environnement.



bable qu'elle ne pourra jamais être efficace et fiable à 100%; de nombreux événements biologiques pourraient compromettre Terminator avec pour résultat des semences qui resteraient fertiles. Les gènes des plantes GM échappées dans la nature sont une source de contamination génétique qui menace la biodiversité agricole et les moyens de subsistance des agriculteurs - notamment là où il y a diversité génétique des cultures. Ainsi, des études confirment que l'ADN de maïs GM a contaminé le maïs traditionnel cultivé par des agriculteurs autochtones au Mexique.

Les entreprises dont les semences GM sont source de contamination involontaire veulent maintenant que la société accepte une technologie nouvelle et peu fiable pour enrayer la pollution génétique. Si les semences GM ne sont pas sûres, elles ne devraient pas être utilisées. Il ne faut surtout pas sacrifier la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles pour régler le problème de pollution génétique de l'industrie.

Quel sera l'impact des semences Terminator sur les paysans et les petits agriculteurs ?

Les semences Terminator génétiquement modifiées ne conviennent pas aux besoins des paysans et des petits agriculteurs, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de gènes ou de semences Terminator dans leurs champs si on les commercialise. Si l'agriculteur sème des graines de céréales importées contenant à son insu des gènes Terminator, elles ne germeront pas. De même, les fermiers qui dépendent de l'aide alimentaire s'exposent à des pertes désastreuses s'ils utilisent comme semences des céréales destinées à l'alimentation sans savoir qu'elles contiennent des gènes Terminator. Par le déplacement du pollen, des gènes Terminator peuvent aussi contaminer d'autres plantes voisines (pollinisation croisée) dès la première génération.

Le moratoire international est menacé

En 2000, la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) a recommandé aux gouvernements de ne pas faire d'essais en champs, ni commercialiser les technologies de stérilisation génétique des semences - instaurant un moratoire international de fait. Un grand nombre d'États, de peuples autochtones et d'organisations de la société civile ont

réclamé à maintes reprises que la CDB interdise la technologie Terminator parce qu'elle menace la biodiversité, les systèmes de connaissances autochtones, les paysans et les petits agriculteurs et la sécurité alimentaire mondiale. Mais l'industrie et les États qui l'appuient ont presque réussi à obtenir la levée du moratoire actuel lors de la réunion du groupe d'experts scientifiques de la CDB à Bangkok, en février 2005. Grâce à une fuite, on a appris que le gouvernement canadien était prêt à inclure une formulation autorisant les essais en champs et la commercialisation. L'intervention de plusieurs États a permis d'éviter le désastre, mais le moratoire sur Terminator est aujourd'hui menacé.

Il faut agir à tous les niveaux

Décider l'interdiction au niveau national: Il faut que les gouvernements interdisent la technologie Terminator. Il y a des précédents intéressants: en 2005, le Brésil a adopté une loi qui interdit l'utilisation des technologies Terminator, leur vente, leur inscription, ainsi que les brevets et licences Terminator. L'Inde a interdit l'inscription des semences Terminator en 2001. De plus, des campagnes locales, nationales et régionales demandant l'interdiction de Terminator inciteront les États à faire des pressions en vue d'une interdiction à l'échelle internationale.

Source: www.banterminator.org



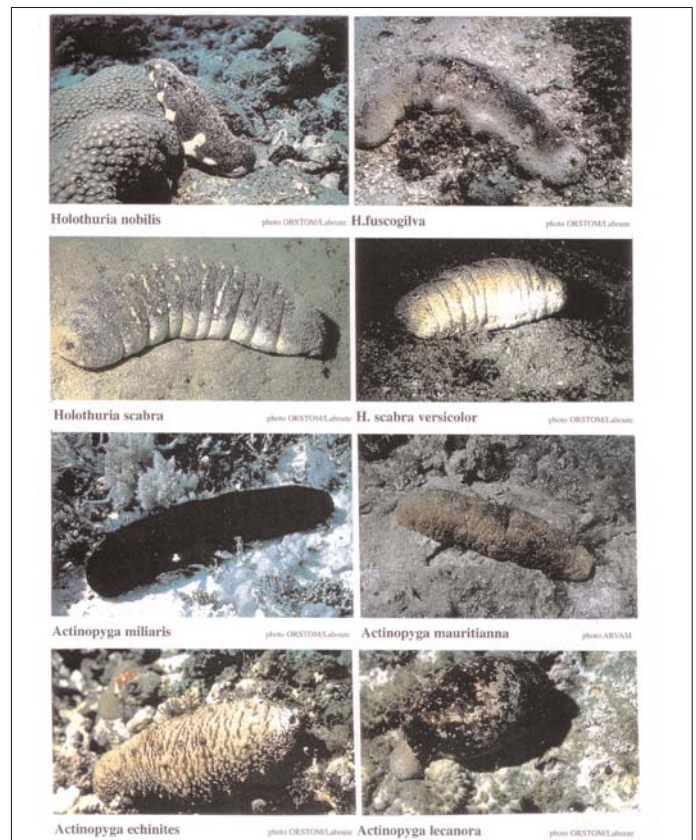
Centre d'origine/Centre de diversité

Une zone géographique où une espèce végétale, cultivée ou sauvage, a développé pour la première fois ses caractères distinctifs. La diversité des récoltes, c'est-à-dire la variation dans et entre les récoltes mais aussi la variation entre une espèce récoltée et ses variantes à l'état sauvage, est un trésor qui a grandi et qui a été préservé par des générations de cultivateurs et qui constitue le cœur de la sécurité alimentaire et du développement rural. La Mésio-Amérique, par exemple, est le centre d'origine du maïs; l'Afrique, celui du café et d'un ensemble de céréales telles que le sorgho, le millet chandelle, l'éleusine cultivée et le riz africain. C'est aussi un centre de diversité secondaire pour les récoltes des zones tempérées comme l'orge et le blé. La sécurité alimentaire mondiale d'aujourd'hui et de demain dépendra de la protection de la biodiversité de ces zones et des communautés de cultivateurs qui en sont les dépositaires. Ainsi, en Amérique du Nord, dans les années cinquante, l'orge a failli disparaître du Canada et des États-Unis à la suite d'une épidémie de jaunisse nanisante. Cependant, on a pu restaurer la culture grâce à des gènes résistants découverts dans une variété éthiopienne.

Menace sur les holothuries de l'archipel des Comores

Ces derniers temps, nous avons assisté à des tentatives pour autoriser l'exploitation des holothuries plus connu sous le nom de concombres de mer, et ce malgré un arrêté du 20 décembre 2004 du ministre d'Etat au développement rural portant interdiction totale d'exploitation des holothuries à des fins commerciales. Dans ce contexte il est apparu important de sensibiliser les autorités à tous les niveaux sur la nécessité de mieux connaître l'état de nos stocks de ressources naturelles dans ce domaine avant de se lancer dans une exploitation irrationnelle qui ne peut que porter préjudice aux intérêts du pays tout entier.

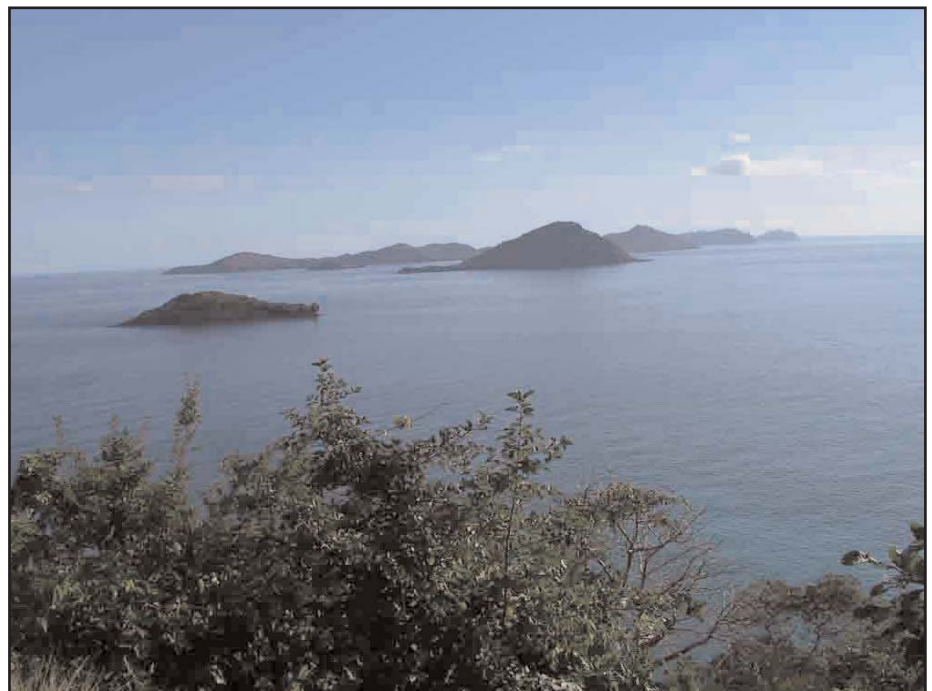
Il faut savoir que depuis des siècles, on récolte les holothuries en Extrême-Orient. À l'échelon local, la surexploitation, associée à une demande croissante, a conduit à l'épuisement de certains stocks permanents. De nouvelles recherches, menées sur l'île de Grande Comore par une équipe composée de *Yves Samyn*, *Claude Massin*, *Didier Vanden Spiegel*, respectivement de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique, pour les deux premiers et du Musée royal de l'Afrique centrale pour le troisième, ont permis de réévaluer la biodiversité locale des holothuries. Grâce à des comparaisons avec des zones voisines, ils ont pu également procéder à des extrapolations quant à la richesse en espèces d'holothurides pour le reste de l'archipel. L'exploitation actuelle des holothuries est bien attestée, et des signes évidents indiquent une surexploitation. Selon ces experts "Des mesures de protection d'urgence sont nécessaires si l'on souhaite que l'exploitation des holothuries dans cette zone devienne durable dans un avenir proche".



Etude sur le Parc Marin de Mohéli

En septembre 2005, notre collègue Ali Mohamed Mlazahahé a soutenu un mémoire de DEA à l'Institut universitaire d'études du développement (Université de Genève, Suisse) intitulé : « Conservation de la biodiversité aux Comores : le Parc Marin de Mohéli en tant qu'exemple d'une gestion décentralisée des ressources biotiques entre 1998-2004 ».

Medali comme l'appellent les intimes, a travaillé au sein de l'équipe du projet Conservation de la biodiversité et Développement durable aux Comores, en tant que spécialiste en participation communautaire. Rappelons que ce projet a initié la création de la première aire protégée des Comores, le parc marin de Mohéli. Dans notre prochaine édition nous vous parlerons plus amplement de ce travail qui éclaire la réflexion sur la gestion des ressources naturelles dans les îles de la lune.



Visitez le site CHM de l'Union des Comores à l'adresse suivante : <http://bch-cbd.naturalsciences.be/comores/comor-fra/index.htm>



Suite de la page une

Entre Chikungunya et grippe aviaire

Suite de la première page

Les bureaux se remplissent de spécialistes en tout et en rien qui s'occupent de tous sauf des problèmes fondamentaux comme la destruction des forêts, les logements insuffisants ou insalubres, la circulation et bruit excessif, l'hygiène du

Un pays comme les Comores se doit de prendre les dispositions à sa mesure ; cela doit commencer par rendre l'environnement favorable à la santé, à faire que le milieu social dans lequel vivent les gens contribue davantage à la santé et moins à la maladie (améliorer les conditions d'hygiène sur les marchés pour les vendeurs et toutes les personnes qui manipulent les aliments, sécuriser le stockage et la manipulation des denrées alimentaires, l'éloignement des entreprises d'élevage de volailles des zones d'habitation, la gestion des déchets, le contrôle des approvisionnements en volailles.

milieu... : A mesure que les conditions d'environnement se détériorent dans les villes et les villages, les répercussions préjudiciables sur la santé augmentent. Le Chikungunya qui a frappé le pays en 2005 s'explique en grande partie par la présence d'un environnement propice au développement des moustiques vecteurs dont l'augmentation des dépôts sauvages d'ordures, la collecte et le stockage de l'eau de pluie...

Ces moyens de stockage hébergent souvent des larves de moustiques et sont leurs principaux lieux de développement. Un autre type de gîtes larvaires majeurs des moustiques observé est constitué par les pneus usagers, présents en grand nombre partout en ville et dans les maisons.

Tous ces pneus peuvent contenir un volume d'eau suffisant pour servir de gîtes de ponte et de développement larvaire à *Aedes aegypti*. En plus de ces pneus abandonnés, le nombre élevé de boîtes vides et autres récipients dans les habitations et dans la rue peuvent constituer d'excellents gîtes larvaires. N'importe quelle canette de soda, boîte de conserve, bouteille, seau, etc. abandonné et rempli d'eau par les pluies,



Dr OULEDI Ahmed*

peut servir de lieu de ponte et de développement larvaire. Grâce à une mobilisation nationale basée sur l'implication des communautés de base, le Chikungunya a été contenu. Mais l'absence d'une stratégie d'hygiène et d'assainissement à plus ou moins long terme, risque de rendre le pays vulnérable à d'autres affections telles O'Nyong Nyong, la fièvre jaune et autres arboviroses.

Le danger existe également pour le virus H5N1 de la grippe aviaire. Les pays riches considèrent à juste titre cette maladie avec la plus haute importance. Des stratégies et des plans d'interventions quasiment militaires sont conçus et prêt à être opérationnalisés à tout moment. Un pays comme les Comores se doit de prendre les dispositions à sa mesure ; cela doit commencer par rendre l'environnement favorable à la santé, à faire que le milieu social dans lequel vivent les gens contribue davantage à la santé et moins à la maladie (améliorer les conditions d'hygiène sur les marchés pour les vendeurs et toutes les personnes qui manipulent les aliments, sécuriser le stockage et la manipulation des denrées alimentaires, l'éloignement des entreprises d'élevage de volailles des zones d'habitation, la gestion des déchets, le contrôle des approvisionnements en volailles.

Ces actions apparaissent pour le commun des comoriens comme des vœux pieux mais c'est à ce prix que nous ferons reculer la menace de maladie que d'aucun considère déjà comme un des pandémies du siècle.

***Entomologiste
Administrateur sanitaire
Enseignant Chercheur à l'Université
des Comores**



Ordures à Moroni: le ras-le bol !

Dans toutes nos éditions nous relatons la question de la gestion des déchets dans la ville de Moroni, la capitale. Les années s'écoulent et rien n'est fait qui soit pérenne dans ce domaine. Le problème de la collecte et du traitement reste en l'état.

Moroni continue de crouler sous les monticules d'ordures et ici et là c'est un spectacle de désolation qui s'offre à nous. Chaque jour la ville compte quelques dépôts sauvages d'ordure de plus. Il est quasiment impossible d'échapper à ces odeurs fétides, infectes et puantes qui se dégagent un peu partout dans la ville. En effet, on ne compte plus les dépotoirs sauvages d'ordures à Moroni.

Tous les quartiers rivalisent dans l'horreur... pardon dans l'odeur. La palme revient cependant aux quartiers sur le front de mer.

"Que voulez-vous que l'on fasse ?"

"Que voulez-vous que l'on fasse ?" vous rétorque-t-on, lorsque l'on se hasarde à poser une question sur les méfaits de ces pratiques nuisibles pour la protection de la santé et de la zone côtière.

En fait, dans la conscience de beaucoup, ces personnes qui vont jeter les ordures au bord de la mer, pensent qu'une fois rejetés dans la mer, les déchets et autres détritiques sont repris par la marée vers la haute mer. Or la réalité est malheureusement tout autre ; les ordures s'accumulent et s'amoncellent jour après jour. Dans leur décomposition, elles attirent les rats, et deviennent des lieux de pullulation de mouches et des moustiques dangereux



pour la santé. Les émanations qu'elles dégagent sont désagréables ; elles vous prennent dans les narines, obstruent le gosier et vous donnent le tournis à certaines heures de la journée. Les dépôts de Volo Volo et du petit marché en sont les meilleurs exemples.



L'ampleur des dangers que font peser les ordures sur notre environnement nous interpelle, nous citoyens. C'est une bombe latente dont les effets les plus néfastes commencent à se faire sentir. Il est urgent d'agir rapidement pour résoudre cette véritable gangrène.

La défense de notre environnement quotidien constitue une question de survie et un moteur de développement. La question relative à la gestion des déchets dans la ville prime sur toute autre dans les actions à mener. Il est désolant de constater les tergiversations de ceux qui ont actuellement en charge de la cité sur la stratégie à mettre en oeuvre. Dans ce contexte la mise en place d'une véritable structure professionnelle développant une approche intégrée constitue une priorité.

La rédaction

Randonnées pédestres : Découvrir les sites...

Suite de la page 2

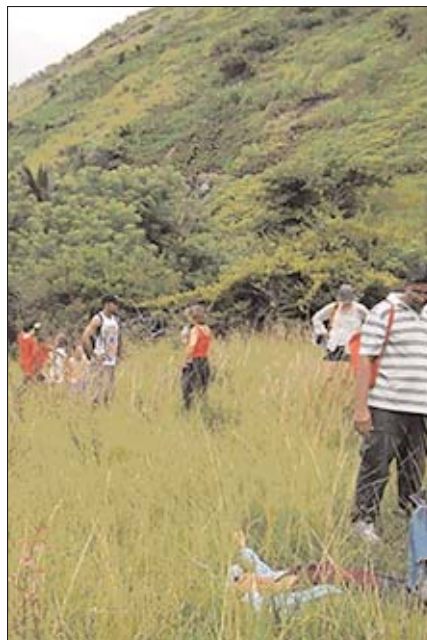
Par sa forme ressemblant étrangement à un pied gauche, Ngazidja offre de nombreux itinéraires :

- la route et les sentiers du littoral vous permettent de découvrir toute la côte faite coulées de laves, d'infinies grottes basaltiques, de plages, de baies magnifiques....

- Les hauteurs de Boboni, haut lieu de la Société coloniale Humblot, village équidistant entre la côte et le cratère du volcan, vestiges historiques de l'épopée coloniale où subsistent des fourneaux et des pièces rouillées de la scie à vapeur,

- Les hauteurs de la Convalescence à 1760 m, sur les pentes du kartala, lieu mythique ayant servi de gîte de repos du résident Humblot,

- Les hauteurs de Nyumbadju (à 7 km de Boboni), siège de la Société coloniale Humblot.



- Le haut plateau de Bahani avec l'incontournable grotte du Capitaine Dubois, le lac Hatsongoma, le plateau Malakoff...

- Le plateau de la Grille au nord, dominé par le Mont Oussoudjou, avec la source de Maouéni, le plateau de Sangani, l'exploitation agricole d'Ironroni...

- Le Plateau de Simboussa au sud, rayonnant sur Nyambéni, Mlalouankoudjou, Nyumamilima, Tsinimoipanga...

- La plaine basaltique reliant le Badjini et le Dimani

- Le Plateau d'Aboho avec ses cônes volcaniques disposés en boulettes...

- Le Karthala avec son sommet à 2300 m, son superbe cratère de plus de 1km de diamètre et ses cheminées fumantes.

Pour faire partie de l'aventure hebdomadaire de notre président, il suffit de prendre contact avec lui au numéro : 33 27 57.